

Résumé exécutif

## Manifeste Voix de l'Habitat: Une réponse socialement et écologiquement juste au COVID-19

*Coalition Internationale de l'Habitat (HIC), juillet 2021*

Les réponses au COVID-19 et ses conséquences doivent faire respecter les droits de l'homme liés à l'habitat et construire un présent et un avenir fondés sur la justice sociale et environnementale. Le manifeste de HIC expose les principes essentiels et les obligations des états en vue d'une récupération transformatrice et redistributive, avec des actions et des engagements allant au-delà de la «résilience» pour remédier aux inégalités existantes et émergentes au moyen d'un développement équitable et durable.

### Un approfondissement des inégalités préexistantes et émergentes

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les conditions de l'habitat mondial reflétant de profondes injustices préexistantes causées par la privatisation, la spéculation et la dépossession qui ont réparti de manière inégale les biens communs et services essentiels à la vie quotidienne de chacun-e. En outre, de nombreuses mesures de lutte contre les virus creusent des disparités entre ceux et celles qui peuvent s'y conformer et ceux et celles qui ne peuvent pas, et affectent particulièrement ceux et celles qui subissent de multiples formes de discrimination. Les capacités de soin de soi diffèrent, contraignant des millions d'habitant-e-s appauvri-e-s, et chaque fois plus, à s'entasser dans de médiocres conditions d'hygiène, alors qu'ils et elles se trouvent dans l'impossibilité de s'isoler tandis qu'ils et elles sont confronté-e-s à de multiples pratiques d'expulsion. Un grand nombre de pauvres urbain-e-s travaillent dans des conditions précaires et n'ont pas d'autres choix que de travailler dans des espaces publics, ce qui augmente le risque de contracter le COVID-19. Dans un contexte de crise et de confinement, la maltraitance des femmes, des enfants et des personnes âgées s'est multipliée. Les équipements et l'accès à l'éducation, à l'internet, à l'hospitalisation ou à la protection sociale diffèrent grandement selon les segments sociaux. Dans de nombreuses communautés rurales, les services sanitaires et sociaux sont très limités.

### Un pacte mondial et un plan d'action alternatifs

Une longue période d'efforts de développement ancrés dans des modèles de spéculation capitaliste, de subvention des intérêts privés et de «croissance économique» inégale hypothèque désormais la vie et les opportunités de générations entières. En conséquence, les systèmes publics et universels de santé, d'éducation, de logement, de services, d'emploi et de protection sociale sont détériorés. Un pacte et un plan d'action internationaux doivent rechercher des alternatives fondées qui remettent en cause les théories prédéfinies et mobilisent les ressources nécessaires pour donner vie aux Objectifs de Développement Durable (ODD) pour tou-te-s, partout dans le monde.

### Gestion collective, biens communs et États de développement

Cette crise a prouvé et validé la capacité collective des établissements auto-construits, des processus coopératifs, de la défense civile populaire, de la production et de la gestion sociales de l'habitat. Ces pratiques de survie et de solidarité ont toujours caractérisé les luttes sociales pour la terre, le logement, les services, l'éducation, la sécurité et la santé. L'État doit désormais reconnaître et soutenir ces processus en étant plus responsable face à ses devoirs et en tant que



garant des droits, tout en gardant à l'esprit que ces processus contribuent également à lutter contre la pandémie.

Les États doivent garantir:

### 1. Une profonde redistribution économique

La transformation structurelle nécessite l'adoption transversale d'une perspective féministe au sein de la défense de tous les droits à l'habitat, en imposant la fonction sociale de la propriété et de la terre; en criminalisant les expulsions forcées; en inversant la privatisation des terres publiques et communautaires, des biens et des services; en taxant plus progressivement les individus et les entreprises, la terre et la propriété; en réaffectant le budget à la protection sociale et environnementale et à la justice climatique, en investissant dans l'économie solidaire et dans la démilitarisation.

### 2. La reconnaissance des différences et des invisibilités

Pour être véritablement transformatrice, une redistribution économique profonde repose sur la reconnaissance des différences, des invisibilités et des inégalités. Il est urgent de protéger toutes les personnes contre la discrimination, la stigmatisation et la marginalisation, de combattre activement le racisme, de promouvoir l'égalité de genre, ainsi que de valoriser les identités sociales multiples, la production et la gestion sociales de l'habitat, le coopérativisme, les soins et la reproduction social-e-s principalement assuré-e-s par les femmes, les économies solidaires, la diversité bio-culturelle et le développement intégré rural/suburbain/urbain.

### 3. La parité dans la participation politique

Des mécanismes, à différentes échelles, sont nécessaires pour une participation démocratique universelle sans marginalisation de genre, d'orientation sexuelle, de classe sociale, d'âge, d'ethnie, de religion, de capacités physiques ou mentales, ou de toute autre condition.

### 4. L'habitat des droits de l'homme, pas la guerre

À l'instar du Secrétaire Général de l'ONU, nous demandons instamment un cessez-le-feu mondial afin de donner ensemble la priorité aux réponses et à la guérison du COVID-19, à une réaffectation rapide et significative des ressources au détriment du militarisme, ainsi que la fin des occupations étrangères et militaires et le respect des obligations extraterritoriales en matière de droits de l'homme.

### 5. Les soins mutuels et la solidarité

Comme nous sommes tous et toutes logé-e-s à la même enseigne, chacun-e d'entre nous doit assumer la responsabilité personnelle et sociale de prendre toutes les mesures possibles pour arrêter la propagation du COVID-19. En outre, nous devons pratiquer activement l'entraide et la solidarité, et éviter la production gratuite de déchets et la libération de toxines de toute sorte. Cela implique de réduire la consommation de combustibles fossiles et de produits d'origine animale.

Nous avons besoin de formes nouvelles et plus profondes de redistribution, de reconnaissance, de parité dans la participation politique, de protection des droits de l'homme et de promotion de l'entraide et de la solidarité, afin de faire progresser collectivement les droits liés à l'habitat et le droit à la ville dans un monde où nous pouvons tous et toutes vivre dans la paix et la dignité.

